DROIT DU TRAVAIL

Assurance sociale (1972 - 1973)

Dans le domaine en question ont été édictés plusieurs actes juridiques, et notamment:

1. L'arrêté du Conseil des ministres n° 14 du 14 janvier 1972 concernant les allocations couvrant la période des soins donnés à l'enfant malade (*Monitor Polski*, 1972, n° 5, texte 27).

Aux termes des cet arrêté, les travailleurs qui, durant le congé spécial en vue de donner des soins à l'enfant malade de moins de 14 ans, ne conservent pas le droit à la rémunération, bénéficient d'une allocation équivalant à 100% de leur salaire. Cette allocation est versée également dans le cas où survient la nécessité de garder un enfant de moins de 8 ans qui n'est pas malade (p. ex. en cas de formeture inattendue d'une école maternelle ou d'une crèche). On peut bénéficier de cette allocation pendant 60 jours au total en une année, quel que soit le nombre des enfants.

2. La loi du 6 juillet 1972 sur l'augmentation des allocations d'assurance sociale en cas de maladie du travailleur (*Dziennik Ustaw* [*Journal des Lois*, cité ci-après *J. des L.*], 1972, n° 27, texte 191).

Cette loi a relevé le montant des allocations versées aux travailleurs pendant la durée de leur incapacité de travail causée par une maladie. Lorsque cette incapacité de travail avait pour cause un accident du travail ou une maladie professionnelle, on avait droit à cette allocation, dont le montant est égal à 100% du salaire mensuel, à compter du 1^{er} juillet 1972. En ce qui concerne l'incapacité de travail pour une autre cause, le montant de l'allocation était augmenté par étapes.

Dans la période allant du 1^{er} juillet 1972 au 30 juin 1973, le montant de l'allocation-maladie était de 85% du salaire, dans la période du 1^{er} juin 1973 au 30 juin 1974 — 90% du salaire, et à partir du 1^{er} juillet 1974, le montant de l'allocation-maladie s'éleva à 100% du salaire mensuel, quelle que soit la situation de famille du travailleur, qu'il reste à son domicile ou qu'il soit, hospitalisé. La loi précise le moment où le travailleur perd le droit à l'allocation (p. ex. s'il passe son congé de maladie d'une façon incompatible avec le but d'un tel congé).

3. Le règlement du ministre du Travail, des Salaires et des Affaires sociales du 6 juillet 1972 concernant l'évaluation de la base du montant et du calcul des allocations d'assurance sociale (*J. des L.* n° 27, texte 196).

Le règlement précise les bases du montant et du calcul des allocations dues en cas de maladie, de garde d'un enfant ou de couches, aux travailleurs du secteur socialisé et non socialisé.

En 1972 et 1973 ont été en outre édictées des dispositions sur les retraites et pensions des enseignants, des militaires de carrière et de leurs familles, des invalides de

guerre , et invalides militaires, des artisans et des créateurs. En voilà les plus importants:

Enseignants

4. Le règlement du ministre du Travail, des Salaires et des Affaires sociales du 25 juillet 1972 sur l'évaluation de la base du montant et du calcul des retraites et pensions pour les enseignants (J. des L. n° 32, texte 219).

5. Le règlement du ministre du Travail, des Salaires et des Affaires sociales du 25 juillet 1972 concernant les suppléments, au titre du travail des enseignants, aux retraites et pensions d'invalidité (J. des L. n° 32, texte 220).

6. Le règlement du Conseil des ministres du 19 août 1972 classant les enseignants dans la première catégorie d'emploi (J. des L. n° 35, texte 241). Les travailleurs classés dans la première catégorie d'emploi bénéficient, conformément aux dispositions sur le régime général des retraites, du droit à la retraite anticipée.

7. Le décret du 5 octobre 1972 sur les retraites des personnes occupant des postes de direction politiques ou d'État ainsi que des membres de leurs familles (J. des L. n° 42, texte 270).

Artisans

8. La loi du 8 juin 1972 sur l'assurance sociale des artisans (J. des L. n° 23, texte 165) ainsi que les règlements d'application de cette loi.

9. Le règlement du Conseil des ministres du 5 décembre 1972 assimilant aux périodes d'assurance les périodes d'exercice en fait de certains services par les artisans (J. des L. n° 51, texte 329).

10. Le règlement du Conseil des ministres du 13 décembre 1972 fixant le montant minimum de la retraite et des pensions au titre d'assurance sociale des artisans (J. des L. n° 54, texte 353).

11. Le règlement du ministre du Travail, des Salaires et des Affaires sociales et du ministre du Commerce intérieur et des Services du 15 décembre 1972 concernant la base d'évaluation du montant des retraites, pensions et cotisations ainsi que du montant de la cotisation d'assurance sociale des artisans (J. des L. n° 55, texte 381).

12. Le règlement du ministre du Travail, des Salaires et des Affaires sociales du 16 février 1973 concernant la base d'évaluation du montant et du calcul d'une retraite ou d'une pension, des allocations d'assurance sociale ainsi que des cotisations d'assurance sociale pour les travailleurs employés dans: les entreprises artisanales (J. des L. n° 6, texte 43).

13. Le règlement du ministre du Travail, des Salaires et des Affaires sociales et du ministre du Commerce intérieur et des Services du 18 décembre 1973 sur la base d'évaluation du montant et du calcul des retraites, pensions et cotisations ainsi que du montant de la cotisation d'assurance sociale des artisans (J. des L. n° 51, texte 294).

Invalides de guerre, invalides militaires et leurs familles

14. Le règlement du Conseil des ministres du 8 décembre 1972 portant augmentation de certaines pensions pour les invalides de guerre et invalides militaires ainsi que pour leurs familles (J. des L. n° 55, texte 364).

15. L'arrêté n° 309 du Conseil des ministres du 8 décembre 1972 sur la retraite anticipée des invalides de guerre et des invalides militaires (Monitor Polski n° 57, texte 302).

Militaires de carrière et leurs familles

4. La loi du 16 décembre 1972 sur les retraites des militaires de carrière et de leurs familles (J. des L. n° 53, texte 341).

La loi règle toutes les questions relatives aux pensions de retraite. Elle a abrogé la loi du 13 décembre 1957 antérieurement en vigueur. Il convient de noter l'importance considérable des modifications apportées par ladite loi à la loi du 23 janvier 1968 sur l'assurance sociale des invalides de guerre et des invalides militaires. Elle a introduit un article, l'art. 41a, aux termes duquel une pension d'invalidité est versée aux militaires classés dans l'un des groupes d'invalides par suite de blessure, de contusion ou d'autre lésion corporelle subie au cours du service dans l'Armée Polonaise ou dans les armées alliées entre le 1^{er} septembre 1939 et le 30 juin 1954. Il s'agit ici de soldats qui, immédiatement après la guerre, n'ont pas été classés dans l'un des groupes d'invalides à cause d'un pourcentage peu important de perte de santé, mais dont l'état exige à présent de les classer dans l'un de ces groupes.

5. La loi du 16 décembre 1972 sur les indemnités en cas d'accidents ou de maladies à l'occasion du service militaire (J. des L. n° 53, texte 342).

En application des ces deux lois ont été édictés plusieurs actes spéciaux, et notamment:

6. Le règlement du Conseil des ministres du 18 décembre 1972 concernant les restrictions en matière de paiement des retraites des militaires et des pensions d'invalidité militaires (J. des L. n° 55, texte 366).

7. Le règlement du ministre de la Défense nationale et du ministre du Travail, des Salaires et des Affaires sociales du 16 janvier 1973 concernant la décision statuant sur l'invalidité des militaires de carrière (J. des L. n° 3, texte 23).

20 et 21. Deux règlements du ministre de la Défense nationale du 16 janvier 1973: l'un concernant la fixation du droit à la retraite des militaires de carrière et de leurs familles, ainsi que le paiement des prestations en argent à ce titre (J. des L. n° 3, texte 24), et l'autre concernant l'attribution et le paiement des indemnités en cas d'accidents ou de maladies à l'occasion du service militaire (J. des L. n° 3, texte 25).

22. Le règlement du ministre de la Défense nationale du 26 mars 1973 concernant la fixation du taux de perte durable de santé et du lien causal entre la mort d'un soldat par suite d'un accident ou d'une maladie à l'occasion du service militaire (J. des L. n° 13, texte 93).

Créateurs

23. La loi du 27 septembre 1973 sur la pension de retraite des créateurs et de leurs familles (J. des L. n° 38, texte 225).

Les dispositions de cette loi sont applicables aux personnes qui créent des oeuvres originales: littéraires, plastiques, musicales, photographiques, chorégraphiques et de lutherie artistique, qui font l'objet du droit d'auteur.

Les prestations en question comprennent:

1) des prestations en argent: retraite, pension d'invalidité et de réversion, supplément de retraite et de pension, allocation funéraire et

2) des prestations en nature: soins médicaux et obstétriques, prothèses, rééducation professionnelle et séjour dans une maison du retraité.

Les droits aux différentes prestations tiennent compte de la spécificité du travail créateur. Ainsi, acquiert le droit à la retraite le créateur qui a exercé son activité créatrice pendant au moins 25 ans, s'il s'agit d'un homme, ou 20 ans, s'il s'agit d'une femme, et a atteint l'âge de la retraite qui est de 65 ans pour l'homme et de 60 ans

pour la femme. En vue de couvrir les frais de ces prestations, les créateurs versent une cotisation qui s'élève à 3% des revenus déclarés de leur activité créatrice.

La retraite ou la pension sont calculées sur la base du revenu mensuel moyen au cours d'une période librement choisie par l'auteur des 24 mois consécutifs de l'activité créatrice, durant laquelle les cotisations ont été calculées et versées.

Dans les questions qui n'exigent pas une réglementation spéciale, par exemple en matière de montant de la retraite, de la pension ou de l'allocation funéraire, la loi renvoie à la loi du 23 janvier 1968 sur le régime général des retraites ainsi qu'à la loi de la même date sur les prestations en argent dues en cas d'accidents du travail (J. des L. n° 3, textes 6 et 8 avec amendements ultérieurs).

En outre, a été édicté

24. Le règlement du ministre du Travail, des Salaires et des Affaires sociales du 22 décembre 1972 sur les tâches détaillées, l'organisation et la procédure des commissions médicales pour les questions d'invalidité et d'emploi (J. des L. n° 1, texte 2).

Le règlement a abrogé celui du 12 août 1968, antérieurement en vigueur. Il réglemente les questions suivantes: la composition des commissions médicales, leurs tâches, les modalités de présentation et de procédure devant ces commissions. De plus, il précise les règles suivant lesquelles il est statué sur l'invalidité, les règles de classement dans l'un des groupes d'invalides, la procédure des examens de contrôle, les règles de désignation, d'emploi et de rémunération des membres des commissions médicales et des médecins-inspecteurs des décisions en matière d'invalidité, ainsi que les frais de procédure devant ces commissions.

Marek Pliszkiwicz